

SOCIÉTÉ

societe.union@sonapresse.com

"Gabon 9 provinces" 2021: la colère des artistes, les assurances de Menga M'Essone

Frédéric Serge LONG
Libreville/Gabon

COMME une traînée de poudre, les images des artistes gabonais érigeant des barricades dans l'enceinte du ministère de la Culture, le 27 janvier écoulé, pour réclamer le paiement des cachets de leurs prestations à l'édition virtuelle 2021 du festival "Gabon 9 provinces", ont rapidement fait le tour des réseaux sociaux, principalement.


On pouvait ainsi les entendre scander: "Nous voulons percevoir nos dus... Nous ne voulons plus être roulés dans la farine... Nous avons la preuve que 200 millions de francs CFA ont été décaissés pour cette manifestation". Cette montée d'adrénaline, la toute première dans l'histoire artistique et culturelle du Gabon, a conduit le ministre de tutelle, Michel Menga M'Essone, à convoquer une réunion d'urgence hier à Libreville au Musée national. Le membre du gouvernement a déclaré qu'une

avance du budget global de l'événement avait été faite. "Celle-ci a servi à démarrer le projet en finançant, d'une part, le prestataire de l'événement, et d'autre part, les missions dans le Gabon profond avec les équipes de tournage et toute la logistique autour", a expliqué le ministre de la Culture. Reconnaisant la légitimité des revendications des artistes, fondées d'ailleurs sur la base de la signature de plusieurs contrats individuels, Michel Menga M'Essone indique toutefois que rien n'a encore été décaissé en ce qui concerne les prestations des artistes. "L'argent des artistes n'a pas encore été donné. Nous attendons toujours le retour du ministère des Finances et de l'Office national de développement du sport et de la culture. Voilà pourquoi nous n'avons pas pu régler la facture consécutive à la prestation des artistes", a-t-il ajouté. Les créateurs des œuvres de l'esprit entendent-ils en rester là? Seuls les prochains jours nous le diront.



Photo: DR

Le ministre de la Culture, Michel Menga M'Essone, a convoqué une réunion d'urgence avec les artistes mécontents, hier au Musée national.



RÉPUBLIQUE GABONAISE
(Union-Travail-Justice)

MINISTÈRE DE LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS,
DES PARTENARIATS PUBLICS-PRIVÉS, CHARGÉ DE L'AMÉLIORATION DU CLIMAT DES AFFAIRES

PROJET D'APPUI A LA DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE GABONAISE

CELLULE D'EXECUTION DE PROJET

Secteur	Gouvernance économique et Réformes financières
Référence de l'accord de financement	Prêt N° : 2000200002651
N° d'Identification du Projet	P-GA-K00-007
N° de l'Avis	AMI/01/BAD/PADEG/CEP/PM/2021

AVIS À MANIFESTATION D'INTÉRÊT

N° : AMI/01/BAD/PADEG/CEP/PM/2021

RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT POUR L'ASSISTANCE À L'OPÉRATIONNALISATION DE L'UNITÉ D'APPUI AUX PARTENARIATS PUBLICS-PRIVÉS (PPP) ET DU SECRETARIAT PERMANENT DU HAUT CONSEIL POUR L'INVESTISSEMENT (HCI)

1. Le Gouvernement Gabonais a reçu un financement auprès de la Banque Africaine de Développement (BAD) afin de couvrir le coût du Projet d'Appui à la Diversification de l'Économie Gabonaise (PADEG), et a l'intention d'utiliser une partie des sommes accordées au titre de ce Prêt pour financer le contrat de prestation de services « D'UN CONSULTANT POUR L'ASSISTANCE À L'OPÉRATIONNALISATION DE L'UNITÉ D'APPUI AUX PPP (UA-PPP) ET AUX ACTIVITÉS DU SECRETARIAT PERMANENT DU HAUT CONSEIL POUR L'INVESTISSEMENT (HCI) ».
2. La mise en œuvre de cet objectif passe par entre autres :

Pour l'UA-PPP

 - L'appui à l'Unité dans tous les compartiments de la définition et de la mise en œuvre de ses missions que ce soit par le conseil au pilotage, la réalisation de ses missions, la formulation de termes de référence pour l'appel des fonds ainsi que l'élaboration du/des modèles financiers dans l'évaluation préalable des projets ;
 - Renforcement des capacités de l'UA-PPP dans l'élaboration de méthodologie et d'outils d'analyse pour identifier et prioriser les projets, pour réaliser les évaluations préalables, pour appuyer les autorités contractantes dans la rédaction des dossiers d'appel d'offres et organiser les modalités d'échange avec les candidats pendant la procédure d'attribution, pour appuyer les autorités contractantes lors de la phase de négociation et revoir les contrats avant signature ;
 - L'appui aux différentes structures de l'organe de pilotage afin de promouvoir l'approche stratégique et méthodologique qui sera développée par l'UA-PPP ;
 - L'assistance technique et les formations théoriques et pratiques du personnel de l'UA-PPP.

Pour le HCI :

 - Proposer le mécanisme juridique approprié à la réforme à entreprendre ;
 - Proposer l'instrument juridique adapté à la situation juridique proposée ;
 - Réunir toute la documentation juridique nécessaire à l'élaboration de l'instrument juridique.
3. La Cellule d'Exécution du Projet invite toutes les firmes intéressées par les services décrits ci-dessus à fournir les informations pertinentes indiquant leurs capacités techniques à exécuter lesdits services (brochures, attestations de services rendus, références concernant l'exécution de contrats analogues, expérience dans les conditions semblables etc.) ;
4. Les critères d'éligibilité, l'établissement de la liste restreinte et la procédure de sélection seront conformes au « *Cadre de passation des marchés pour les opérations financées par le Groupe de la Banque Africaine de Développement (Edition d'Octobre 2015 par l'entremise de la méthode de Sélection Basée sur la Qualité et Coût SBQC)* » disponible sur le site web de la Banque à l'adresse : <http://www.afdb.org> ;
5. Les firmes candidates peuvent obtenir des informations supplémentaires (TDRs notamment) relatives à cet avis aux adresses mentionnées ci-dessous aux heures d'ouverture de bureaux suivantes : 09 heures 00 à 15 heures 30 (heure locale) ;
6. Les expressions d'intérêt multipliées en Cinq (05) exemplaires doivent être rédigées en Français, portées la mention « MANIFESTATION D'INTERET POUR LE RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT POUR L'ASSISTANCE À L'OPÉRATIONNALISATION DE L'UNITÉ D'APPUI AUX PPP (UA-PPP) ET AUX ACTIVITÉS DU SECRETARIAT PERMANENT DU HAUT CONSEIL POUR L'INVESTISSEMENT (HCI) » et déposées en personne, par courrier, ou par envoi électronique au plus tard, le 12 Février 2021 à 15 heures, heure locale aux adresses mentionnées ci-dessous.

PROJET D'APPUI A LA DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE GABONAISE (PADEG)

A l'attention de : Monsieur le Coordonnateur

Vallée de Sainte Marie, Immeuble Galeries TSIKA (Rex de Chaussée), Ville de Libreville /Gabon/ Tel : (+241) 066 18 86 23/ 077 18 16 96. E-mail : pmpadeg@gmail.com ; amzathmagoulou@gmail.com

Le Coordonnateur